

**Union européenne - Italie -  
Echanges commerciaux - Entretien  
de Mme Nathalie Loiseau, ministre  
chargée des affaires européennes,  
avec "Radio Classique" - extraits  
(Paris, 07 mars 2018)**

Q - Nous serons en direct dans un instant avec Nathalie Loiseau, qui est ministre chargée des affaires européennes, les sujets ne manquent pas : la contre-attaque face au protectionnisme américain, les questions qui sont posées par les élections en Allemagne et en Italie vis-à-vis des réformes que souhaite Emmanuel Macron donc dans le domaine de l'Europe, mais nous allons passer - d'abord je vous salue, bienvenue sur l'antenne de Radio Classique, nous sommes ravis de vous recevoir....

R - Bonjour.

(...)

Q - Madame Loiseau, Nathalie Loiseau donc qui est chargée des affaires européennes dans le gouvernement d'Edouard Philippe, est en direct avec nous et les sujets ne manquent pas. Je vais être franc les listes transnationales on n'en a pas voulues, la question de l'Italie est en train de poser à l'Europe entière donc une question de cohérence générale - je lisais ce matin Luc de Baranchelle dans Le Quotidien - au fond tout cela est en train de mettre en cause la réforme d'ampleur que souhaitait Emmanuel Macron, notamment dans la zone euro, un budget, un ministre, etc., donc est-ce que nous ne sommes pas ce matin, ce matin justement, à cause de ce contexte, dans une situation où toute la politique européenne d'Emmanuel Macron va rester dans les dossiers ?

R - Je crois que c'est le contraire, je crois que ce qui s'est passé en Italie dimanche c'est la preuve d'un mécontentement fort qui s'est exprimé auprès de partis antisystèmes, populistes, parfois extrémistes, parce qu'il n'y avait pas d'offre nouvelle, je dirais, raisonnable - les partis traditionnels étaient épuisés- mais ce qui se passe...

Q - Mais ils ont été pulvérisés surtout ?

R - Ils étaient déjà affaiblis et, là, ils ont été pulvérisés parce qu'il n'y avait pas d'offre nouvelle comparable à celle qu'on a connu en France. Mais ce qui s'est dit en Italie, c'est notamment qu'on voulait une autre Europe, qu'on voulait une Europe qui protège davantage les citoyens, une Europe qui prenne mieux en compte les phénomènes migratoires, une Europe qui soit capable de traiter plus intelligemment la prochaine crise financière, avec plus de respect des salariés. C'est justement le moment de refonder l'Europe. Emmanuel Macron porte un discours

à la fois très pro-européen, mais très lucide, très réformiste, qui consiste à dire : "L'Europe d'aujourd'hui elle ne satisfait personne, il faut la transformer".

Q - Mais il y avait des projets, Madame Loiseau ?

R - Il y a toujours des projets.

Q - Oui, mais d'accord, le budget européen ou en tout cas le budget de la zone euro, un ministre commun à tout le monde, tout cela personne n'en veut à part nous ?

R - L'Allemagne vient d'adopter un contrat de coalition, le 14 mars. Tout laisse à penser que...

Q - Ils ne sont pas très chauds ?

R - ...qu'Angela Merkel sera réélue chancelière avec un programme beaucoup plus ouvert que précédemment sur les questions liées à la réforme de la zone euro. Aujourd'hui la zone euro est en croissance, c'est le moment pour travailler à sa réforme, à sa consolidation. On ne va pas attendre une nouvelle crise pour se réunir en urgence et faire précipitamment ce qu'on peut faire calmement la tête froide.

Q - Et est-ce que vous considérez ce matin justement qu'il y a une bonne chance que ces deux moments, qui ont quand même été des moments-phares dans le domaine de la politique européenne, à savoir le budget de la zone euro et le ministre de la zone euro, est-ce que tout cela vous considérez ce matin que ce n'est pas enterré ?

R - Mais bien entendu, la Commission doit faire des propositions. On a une feuille de route à travailler ensemble entre Européens d'ici le mois de juin, on attend avec un peu d'impatience c'est vrai le nouveau gouvernement allemand - puisque les élections c'était à l'automne dernier - on a commencé à travailler avec nos partenaires allemands pour proposer un projet ensemble et le moteur franco-allemand...

Q - Et vous pensez qu'ils pourraient suivre sur ce sujet ?

R - Le moteur franco-allemand est plus actif que jamais.

Q - Non, pas le moteur franco-allemand, je parle justement de la zone euro et des dispositions qui ont été proposées pendant la campagne et qui ont été répétées par Emmanuel Macron ?

R - La finalisation de l'union bancaire par exemple tout le monde est d'accord aujourd'hui qu'il y a urgence. On a pris un certain nombre de mesures pendant la crise financière, on s'est arrêtés avant de les avoir terminées, ce n'est pas raisonnable et, là-dessus, il y a consensus.

Q - Question ! C'est la journée à Bruxelles où on va contre-attaquer après les mesures protectionnistes voulues notamment dans le domaine de l'acier par Donald Trump qui ont donc provoqué le départ de son principal conseiller économique, on va contre-attaquer, la question est très simple, il est 8h21 minutes sur l'antenne de Radio Classique, madame Loiseau on va faire quoi exactement ?

R - Deux choses. On va sans doute saisir l'OMC - l'Organisation mondiale du commerce - et puis on travaille aussi à des mesures de rétorsion. On ne le fait pas de gaieté de cœur, parce qu'entrer dans une guerre commerciale en général il n'y a que des perdants, mais l'Europe aujourd'hui n'a plus les moyens, n'a plus la volonté d'être naïve et passive face à ce type de protectionnisme agressif, donc on est en train de travailler à des mesures de protection...

Q - Mais quelles pourraient être les mesures de rétorsion à l'égard de l'Amérique sur ces sujets-là ?

R - L'augmentation des tarifs douaniers pour des importations de produits en provenance des Etats-Unis.

Q - C'est-à-dire, par exemple Apple...

R - C'est-à-dire. .. je ne vais pas dévoiler ce que la Commission va nous dire tout à l'heure parce que je n'en ai...

Q - Mais je suis là pour ça !

R - Oui, mais c'est la Commission, ce n'est pas moi...

Q - Non, mais est-ce que cela veut dire par exemple que tous les GAFA, enfin toutes les grandes sociétés américaines que les Français utilisent tous les jours ou consomment tous les jours : Apple, Coca Cola, etc., est-ce que tout cela pourrait être taxé ?

R - Ce n'est pas parce qu'une marque est américaine qu'elle est fabriquée aux Etats-Unis.

Q - D'accord, mais est-ce que symboliquement ...

R - Mais on a parlé par exemple de taxation sur des jeans, sur certaines marques de moto américaines, sur certains whiskys américains, c'est-à-dire des produits qui sont fabriqués aux Etats-Unis, qui sont emblématiques, qui correspondent en moyenne à trois milliards d'exportations américaines vers l'Union européenne chaque année et sur lesquelles on est prêt, oui, à augmenter les tarifs si le président et le Congrès américain confirment la mesure

annoncée...

Q - Mais lui va confirmer.

R - Il y a tout de même une mobilisation de l'Europe - et c'est heureux - c'est une bonne chose. Cela veut dire que l'Europe aujourd'hui est déterminée à se défendre et c'est le cas aussi de la Chine, de la Russie, du Canada, du Brésil, de tout le monde. Cette mesure elle a même conduit, vous l'avez dit vous-même, à la démission du principal conseiller économique de la Maison Blanche, cette mesure est loin de faire l'unanimité.

Q - Les listes transnationales c'était aussi l'un des projets d'Emmanuel Macron, personne n'en veut ?

R - C'était un projet de 10 Etats membres de l'Union européenne, ceux qui n'en ont pas voulu ce sont certains vieux partis présents au...

Q - Mais ils n'en veulent pas, ils n'en veulent pas, qu'ils soient vieux, jeunes, ou...

R - Cela en dit long sur leurs crispations.

Q - Cela en dit long mais le résultat de l'opération que pour les Européennes de 2019...

R - C'est qu'on les fera en 2024.

Q - Oui, mais enfin moi je vous parle de 2019.

R - On ne le fera pas en 2019 parce que le Parlement européen ne les a pas votées. Vous aviez 10 Etats membres qui étaient favorables, vous aviez un très grand nombre de partis au Parlement européen qui était favorable également et puis vous avez un parti qui a dit : "j'ai l'habitude de dominer, j'ai l'habitude de choisir, je ne veux pas ouvrir - même pour une circonscription avec 27 députés sur 751 - je ne veux pas prendre le risque d'une expérimentation de quelque chose de nouveau que je ne maîtrise pas". Cela en dit beaucoup sur la crispation des partis traditionnels, moi je les mets en garde parce que les partis traditionnels quand ils restent dans leurs habitudes il se passe ce qui s'est passé en Italie dimanche dernier.

Q - Madame Loiseau, vous avez entendu les propositions et les attaques de l'opposition sur l'Europe, en disant : "au fond Macron c'est un fédéraliste qui ne dit pas son nom et les Français qui ont participé aux dernières élections présidentielles qui sont totalement en désaccord avec cette vision justement de l'avenir", donc ce serait un président trop international par rapport à un pays qui réclamerait donc des mesures nationales, vous leur répondriez quoi ?

R - Que c'est lui qui a gagné et que ce sont eux qui ont perdu, donc c'est toujours très désagréable de se retrouver dans l'opposition...

Q - Oui, mais enfin là on est huit mois plus tard.

R - Ce que je leur dis : c'est que les Français ont choisi, ils avaient un choix très clair en 2017 entre un candidat pro-européen mais demandant une réforme de l'Europe - pas un européen béat - et une candidate très eurosceptique, même europhobe. Ils ont choisi. Aujourd'hui nous avons commencé à mettre en oeuvre un agenda de réformes pour faire en sorte que l'Europe protège davantage les citoyens, c'est-à-dire que sur les travailleurs détachés on a obtenu une réforme qui est beaucoup plus protectrices de nos travailleurs, qu'on a réussi à mettre en oeuvre l'Europe de la défense...

Q - Ils le contestent.

R - Ils le contestent parce qu'ils sont dans l'opposition.

Q - Ils le contestent, oui, mais...

R - Et ils proposent quoi ?

Q - Non, mais je n'ai pas dit qu'ils proposaient, j'ai dit ils le contestent...

R - Ah ! Non, mais moi je vous le demande.

Q - Comme sur le Mercosur ils le contestent, ils contestent tout ça de A à Z.

R - Sur le Mercosur on n'a conclu aucun accord précisément parce qu'on protège nos filières.

Q - Mais vous avez entendu les agriculteurs aussi au Salon de l'agriculture...

R - Mais nous les avons entendus justement, nous les avons entendus et écoutés...

Q - Et ils disent : "il y en a marre, on n'est pas protégés..."

R - Précisément nous refusons toute signature d'accords qui mettrait en danger une filière importante en France, c'est ça la protection. Alors que l'opposition s'oppose, visiblement elle ne sait faire que cela, pour le moment j'attends de savoir ce qu'elle propose, et je me souviens

qu'un leader de l'opposition a occupé mes fonctions, je me souviens qu'à l'époque il ne tenait pas le même discours.

Q - C'est-à-dire ?

R - C'est-à-dire qu'il y a quelques...

Q - C'est-à-dire que c'est un irresponsable ?

R - C'est-à-dire que c'est quelqu'un qui a changé de conviction.

Q - Mais est-ce que c'est un irresponsable ? Non, mais, attendez, quand on veut être président de la République - ce qui est son souhait - sur des dossiers aussi importants que cela je ne dis pas moi qu'il est irresponsable mais je vous pose la question...

R - Si, c'est vous qu'il est...

Q - Non, je vous pose la question avec un point d'interrogation - et un point d'interrogation à la radio cela ne s'entend pas, cela s'entend rarement - mais enfin briguer la magistrature suprême on a vu ce que cela a coûté en matière d'Europe à une candidate d'être disons relativement inconséquente, donc est-ce que vous considérez que justement les allers et venues d'un leader de la droite sur ce sujet-là le disqualifie ?

R - Je constate en tout cas qu'il a changé de discours et je ne sais pas ce qu'il pense. (...)/.